



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Le Ministre

Paris, le **26 FEV. 2016**

Madame la Secrétaire générale,

Par lettre du 20 janvier dernier, vous avez appelé mon attention sur le devenir des missions des inspecteurs et délégués au permis de conduire et à la sécurité routière, notamment leurs missions de contrôle que vous estimez désormais opportun de relancer, compte tenu de la réduction constatée des délais d'attente entre deux épreuves pratiques du permis de conduire.

Votre courrier a retenu toute mon attention et je souhaitais vous apporter les informations suivantes.

Comme vous le savez, j'ai fixé pour objectif le 13 juin 2014 de réduire les délais d'attente entre deux présentations à 45 jours. J'observe que ce délai est désormais inscrit dans la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques du 6 août 2015. Cette réforme a été annoncée par le Président de la République, mon prédécesseur en a lancé les travaux, j'en ai décidé les contours et je l'ai mise en œuvre.

Dès l'été 2014, j'ai pris deux mesures d'urgence (l'ajout d'un examen pratique B par jour et l'appel à des réservistes et des agents publics pour faire passer chaque fois que c'était possible l'épreuve théorique générale), qui ont, vous avez raison de le souligner, permis de réduire très significativement ce délai depuis un an.

Ainsi, fin décembre 2015, le délai d'attente moyen entre deux présentations à l'examen B a diminué dans 97 départements pour s'établir au niveau national à 78 jours (soit le délai constaté avant 2012) contre 96 jours en décembre 2014 (78 départements connaissant une baisse supérieure à 10 jours). En prenant comme point de départ du calcul, 7 et non plus 14 jours, ce délai moyen annualisé est de 72 jours contre 90 jours en 2014, soit un niveau jamais atteint depuis que ces statistiques sont suivies. Le délai médian est quant à lui de 44 jours contre 73 en 2013 au moment du lancement de la réforme et 61 en 2014. Le délai moyen mensuel constaté en décembre 2015 évolue lui aussi très favorablement passant à 58 jours contre 82 en décembre 2014 et 89 en décembre 2013.

Madame Pascale MASET
Secrétaire générale du SNICA-FO
46 rue des petites écuries
75 010 PARIS

Ces résultats sont très encourageants et je voudrais saluer les efforts consentis par l'ensemble des inspecteurs qui contribuent par leur implication exemplaire à l'accomplissement de cette réforme.

Pour autant, ce délai doit encore baisser pour atteindre l'objectif désormais fixé par la loi à hauteur de 45 jours.

J'ai bien conscience que ce délai doit être relativisé, notamment parce qu'il ne prend pas en compte le souhait de candidats, qui peuvent décider d'eux-mêmes de ne pas se représenter dès qu'une place lui est proposée.

Cependant, quand bien même ce phénomène serait prédominant, je me dois de poursuivre l'objectif de réduction des délais dans les départements où il reste encore élevé, notamment en région Ile-de-France. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, j'ai décidé, comme vous le savez, de procéder au recrutement exceptionnel de 25 inspecteurs dédiés à cette région, et d'y affecter prioritairement les 45 agents de La Poste qui vont très prochainement renforcer les inspecteurs pour faire passer l'épreuve pratique B, au terme de leur formation.

Nous atteindrons l'objectif fixé par la loi en 2017, j'en suis persuadé, notamment grâce à l'externalisation de l'épreuve théorique générale qui va intervenir en juin. A elle seule, cette mesure aura un impact plus fort encore que l'ajout du treizième examen B.

D'ici là, comme je m'y étais engagé, j'ai décidé de ne pas externaliser les titres professionnels poids-lourds, ni les examens des permis des catégories lourdes, comme la loi m'autorisait à le faire. J'ai également demandé au délégué à la sécurité et à la circulation routières d'examiner les possibilités de relancer un certain nombre de missions de contrôle, notamment des centres de sensibilisation à la sécurité routière, qui constituent un outil puissant de la politique de sécurité routière, ainsi que des formations dispensées par les établissements d'enseignement de la conduite automobile. Je sais qu'une concertation est engagée entre la DSCR et les organisations syndicales et je sais pouvoir compter sur votre participation pour bâtir un dispositif équilibré et efficace.

Je vous prie d'agréer, Madame la Secrétaire générale, l'expression de mes respectueux hommages.

Cordialement


Bernard CAZENEUVE